

## Discours Marion Guillou

Présidente directrice générale de l'INRA

### Une chance pour la recherche agronomique française de s'ouvrir et de rayonner à l'international

#### Le développement de la dimension internationale

J'ai la conviction forte que nos organismes de recherche nationaux de taille significative comme le CIRAD et l'INRA n'ont de pertinence et d'avenir à long terme que s'ils se positionnent avec des ambitions réfléchies et travaillées à l'échelle mondiale. L'INRA s'y attache (cf publications 1995-2005, premier institut de recherche européen dans la recherche agronomique, et 2<sup>ième</sup> mondial dans les secteurs de l'agronomie, des sciences végétales et animales), le CIRAD en a le métier et la vocation.

La distinction "produire plus dans les pays dits du Sud, produire mieux dans ceux du Nord" est dépassée.

Le contexte mondial pose de nouveaux défis : défi démographique, défi nutritionnel, défi sanitaire, défi climatique, défi économique, défi énergétique. Tous interpellent l'agriculture, plus que jamais attendue chez nous, comme dans le monde entier. Ces nouveaux défis interpellent bien sûr également la recherche agronomique.

Par ailleurs, le monde "globalisé" renforce les interdépendances entre les problèmes d'un continent à l'autre, mettant en exergue autant qu'en question, les processus de gouvernance aux échelles supranationales (cf agenda international pour le changement climatique, la biodiversité, les mécanismes de régulation des marchés agricoles, les politiques publiques).

#### L'intérêt d'une alliance déterminée nouvelle

1) l'INRA et le CIRAD veulent être porteurs d'un engagement partagé quant à ses objectifs et sa mise en oeuvre, univoque, formel et stable dans le temps.

2) la demande de recherche à l'international s'accroît, en particulier au niveau des centres internationaux de recherche agronomique, s'organise, et se renforce politiquement et budgétairement.

A travers cette alliance, il s'agit de procéder à une analyse partagée des enjeux de l'agriculture mondiale, de l'alimentation de l'homme et de l'environnement sur notre planète.

Aujourd'hui, je le dis avec force, il n'y a pas de lieu où l'on joigne analyse qualitative et quantitative, recherche de cohérence, travaux de prospective et de synthèse sur de tels problèmes. Un seul exemple : la valorisation pour l'énergie et la chimie des productions agricoles végétales. Il n'existe aucun endroit où l'on en discute globalement ! C'est un des objectifs du GIP que d'arriver à éclairer ce débat.

Il s'agit enfin d'organiser les réflexions et les moyens permettant de rendre lisibles et compétitives les réponses aux grands appels d'offre internationaux et européens, en améliorant notre contribution à ceux-ci, soit dans leur conception, soit dans la manière dont nous y répondons.

### **La solution retenue est la création d'un groupement d'intérêt public - GIP, pourquoi ?**

De fait, les débats ont oscillé entre « on en fait trop, on n'en fait pas assez ».

La solution proposée, je dois le rappeler, n'est pas une « holding » qui chapeauterait les conseils d'administration des deux établissements. Au contraire, il leur rend compte et, en aucun cas, ne traitera de l'exhaustivité des actions de l'un ou l'autre des deux établissements, chacun gardant la maîtrise de sa stratégie en tant qu'opérateur de recherche.

Il y a alliance lorsque deux entités, au minimum, décident de travailler de concert sur un projet commun, sans que ce projet impacte fondamentalement leur identité.

Il sera créé pour cinq ans renouvelables ; il comptera sur une dizaine de personnes des deux organismes pour son action en propre.

Sa structure :

- une équipe de collaborateurs de haut niveau ;
- un conseil d'administration composé des deux directions générales ;
- un comité des partenaires composé de partenaires des deux organismes, concernés par l'action agronomique à l'international ;
- un comité des programmes scientifiques, enfin, qui est composé très simplement par les cinq directeurs scientifiques de l'INRA et les trois directeurs des départements scientifiques du CIRAD. Il proposera des programmes scientifiques pertinents pour le Nord et le Sud.

Ce dispositif n'est qu'un volet de notre rapprochement au service de la science et du développement agricole international

### **En conclusion**

Le groupement d'intérêt public n'a aucune vocation à être un organisme de recherche. Il a pour objectif fort de construire une vision, de proposer des programmations et une offre, à l'international, qu'il ira porter auprès des instances ou des partenaires, aux niveaux national, européen et international.